Compte rendu

Conférence: *Travail Social et Crise*

par Robert Castel

12 novembre 2009

I) La crise, aboutissement d'un processus de dérégulation du monde du travail.

Depuis environ un an on observe les effets de la crise financière sur la société, mais celle-ci prend source dès les années 70.

Le monde de la haute finance est touché mais également l'économie réelle et donc le monde du travail.

Au début des années 70, on commence déjà à parler de crise, sans mesurer les conséquences réelles de celle-ci: La sortie du capitalisme industriel vers un capitalisme sauvage qui affaiblit les anciens systèmes de régulation et donc le système de protection.

On peut noter que le capitalisme industriel prenait lui aussi sa source dans un capitalisme sauvage, qui avait finalement trouvé un équilibre entre la protection de la masse salariale et la recherche de rentabilité des entreprises.

Le quart de personne restant à la marge du monde du travail étant alors considéré comme un îlot résistant qui allait disparaître avec les progrès économiques et sociaux.

Mais cette théorie a été mise en échec par la montée du chômage et de la précarité.

Même si le statut de l'emploi stable (CDI protégé) hégémonique en 70 est toujours considéré comme majoritaire par les économistes, on voit monter en flèche le nombre de CDD et de temps partiel, qui représente aujourd'hui 70% des nouvelles embauches.

Le statut de l'emploi est également mis à mal par de nouvelles formes de dérogations qui se multiplient:

- contrat aidé
- stages (plus d'un million de personne)
- service à la personne (inépuisable mais très précaire)
- contrat court (16% des contrat public

Aujourd'hui plusieurs millions de personnes qui travaillent sont donc en-deçà de l'emploi classique.

Le provisoire commence à s'installer, la précarité n'est plus transitoire et il se forme un infra-salariat.

La tendance politique actuelle fait également fortement pression sur cet infra-salariat, en prônant le travail obligatoire et en dénigrant autant que faire ce peut les chômeurs (désigné comme fainéant, assisté, etc..)

Il faut donc travailler, mais ne pas être regardant sur les conditions et les droits du travail. En résulte la condition de **travailleur pauvre**.

le travail ne sauve donc plus de l'assistance...

Se pose la question de l'intérêt du RSA qui crée avec lui, la condition nouvelle de « travailleur assisté »...

II) l'augmentation du chômage et de la précarité déstabilise le socle de l'indépendance des individus.

Robert Castel émet l'hypothèse de l'avenir de la société en « pleine activité » mais pas en « pleine emploi ».

La question peut alors se poser de savoir si cette tendance est volontaire?

En effet, les emplois sont coûteux et donnent des protections et des droits aux employeurs qui gênent la productivité.

A l'inverse la précarité est peu coûteuse...

On peut donc lire ce processus comme la libération du marché du travail , vers du profit POUR le profit...

III) Les implications sur le travail social

Le travail social se transforme avec les enjeux de la société, autant sur notre pratique que sur la population prise en charge.

L'âge d'or du social de 1940 à 1970 fondait son action sur une sécurité sociale généralisée.

une frange de la population se retrouvant démunie, c'est sur cette population que l'état exerce sa responsabilité en développant le travail social.

le travail social se détache alors de l'assistance en se professionnalisant.

Mais fin des années 70, cet état change:

- le secteur du handicap se développe
- de nouveaux profils de population se présentent:

Cette population n'est pas incapable de travailler, mais à néanmoins de difficultés avec le travail.

Ces familles sont nommées « familles précaires » et ont des conditions de vie très fragiles.

Vers le milieu des années 80, on parle de « nouveaux pauvres » et le terme de « galère » apparaît pour désigner la situation des jeunes incapables de s'insérer dans le monde du travail.

Depuis 10ans se mouvement est plus prégnant.

Conséquence: Un éclatement du champ social, qui se territorialise, et un développement politique de la notion d'insertion.

La politique d'insertion RMI était optimiste, elle était pensée comme provisoire. Cette politique est un échec car aujourd'hui la crise s'installe.

On voit apparaître des « insérés permanents » qui ne peuvent pas s'intégrer durablement et répondre seul à leurs besoins, bien qu'ils travaillent.

Le RMI d'abord plébiscité par la population, est devenu une « case à fainéant »...

Nous sommes dans une société paradoxale, qui pousse la population à se remettre au travail alors que l'accès à un emploi stable est de plus en plus difficile.

On rentre de plus en plus dans un système de « donnant-donnant » qui, bien qu'il soit positif par sa volonté de sortir l'individu du statut d'assister, renvoi au paradoxe car il n'y a réellement pas d'emploi au bout de tous les contrats et projets.

Il faut donc rester attentif à ce que le travail social ne favorise pas les emplois précaires et la dégradation du statut d'emploi.

Le champ du social est soumis à de plus en plus de pression du résultat, une rentabilité à tout prix.

Le risque du donnant-donnant étant de culpabiliser l'utilisateur en le rendant responsable de ses échecs.

Le travail social doit donc garder un « Droit au secours et un droit aux ressources et au respect ».